

***DIOCESE DE MAROUA-MOKOLO***

***POINT SUR LES EXACTIONS  
DU GROUPE ISLAMISTE BOKO HARAM  
DANS LA REGION DE L'EXTREME-NORD  
AU CAMEROUN***

établi

à la demande de Mgr Samuel KLEDA,  
Archevêque métropolitain de Douala,  
Président de la Conférence épiscopale du Cameroun

MAROUA

le 05 février 2015

*"Nombreux sont les conflits qui se poursuivent dans l'indifférence générale. Á tous ceux qui vivent sur des terres où les armes imposent terreur et destructions, j'assure ma proximité personnelle et celle de toute l'Église. Cette dernière a pour mission de porter la charité du Christ également aux victimes sans défense des guerres oubliées, à travers la prière pour la paix, le service aux blessés, aux affamés, aux réfugiés, aux personnes déplacées et à tous ceux qui vivent dans la peur. L'Église élève aussi la voix pour faire parvenir aux responsables le cri de douleur de cette humanité souffrante, et pour faire cesser, avec les hostilités, tout abus et toute violation des droits fondamentaux de l'homme."*

Pape François

Message pour la journée mondiale de la paix,  
1<sup>er</sup> janvier 2014, n°7

## INTRODUCTION

Le dossier que vous avez entre les mains est un cri d'alarme pour attirer votre attention, celle des autorités et de l'opinion publique nationale et internationale sur le drame que vivent les populations des régions Nord et Extrême-Nord du Cameroun correspondant à la province ecclésiastique de Garoua. Les plus touchées actuellement, et depuis de longs mois, sont celles des diocèses de Maroua-Mokolo et de Yagoua (Notamment les départements du Logone et Chari, Mayo Sava, Mayo-Tsanaga, Diamaré, Mayo-Danai).

Les exactions d'une violence inouïe et sans limite commises à l'encontre des populations paisibles de notre région, par le groupe islamiste djihadiste nigérian Boko-Haram (de son vrai nom Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'Awati Wal-Jihad (groupe sunnite pour la prédication et le djihad), semble laisser le monde indifférent.

Depuis longtemps les évêques du Nigéria ont tiré la sonnette d'alarme sur ce qui se passe chez eux, mais ils n'ont pas été entendus ou écoutés quand ils disaient que le problème Boko haram n'était pas un simple problème nigérian.

Maintenant que la gangrène du terrorisme sanguinaire attaque notre région nous voulons à notre tour alerter les hommes et femmes de bonne volonté à travers le monde. En effet, si on parle un peu de ce qui se passe au Nigéria particulièrement au moment de l'enlèvement des 237 lycéennes de Chibok (14-15 avril 2014) et après la prise de Baga (03 janvier 2015) accompagnée de l'anéantissement de nombreux villages et du massacre de plusieurs centaines (2.000 d'après Amnesty international) de civils nigériens.<sup>1</sup>

---

1 Le groupe Boko-Haram, qui existe depuis 2002 et dont les actes de violence commencent en 2004, est entré dans la violence systématique depuis 2009. Depuis, cette violence ne fait que monter en puissance. En cinq ans ce sont près de 15.000 victimes (au Nigéria d'abord et au Cameroun depuis 2013) qui ont perdu la vie parfois dans des circonstances abominables. Ce qui fait une moyenne de plus de 8 personnes par jour depuis cinq ans...

Particulièrement touchés, les diocèses de Maroua-Mokolo et de Yagoua qui sont, depuis leur création en 1973, très engagés dans le développement et la promotion humaine de l'ensemble de la population de l'Extrême-Nord du Cameroun, ne peuvent garder le silence...

Au quotidien et au nom de l'Évangile, nous travaillons dans les domaines de la santé, de la scolarisation, du développement agricole, de la promotion des femmes, de la micro-finance, de l'accompagnement des jeunes et de leur insertion dans la vie active. Avec le Pape Benoît XVI, nous témoignons que l'Église est *"porteuse de cette Bonne Nouvelle de la filiation divine de toute personne humaine"* (Africae Munus, n°8).

Inlassablement, aux côtés de nos frères des autres confessions chrétiennes, de nos frères musulmans et de ceux de la religion traditionnelle africaine, nous œuvrons à l'émergence de cette région déjà très défavorisée de notre pays.

Aujourd'hui, nous implorons votre attention, votre prière et votre aide. Aidez-nous à faire cesser cette brutalité sans nom qui détruit tout espoir d'avenir et réduit à néant le travail de plusieurs générations de croyants qui travaillent au coude à coude.

Pour ne pas être ces "chiens muets" dont parle le prophète Isaïe et fort des très nombreux témoignages recueillis dans nos communautés, nous présentons, à la demande de Mgr Samuel KLEDA, Président de la conférence épiscopale catholique du Cameroun, des éléments qui pourront éclairer ceux qui voudront s'engager à nos côtés et nous aider à garder l'espoir...

Les enjeux socio-économiques et spirituels sont énormes et peuvent contribuer à faire basculer notre région dans le chaos ou lui permettre, au contraire, d'établir un point de résistance à la barbarie qui semble vouloir envahir le monde.

#### UNE SITUATION QUI NOUS A SURPRIS ET PRIS DE COURT

Depuis longtemps déjà nous entendions parler des méfaits du groupe Boko haram au Nigéria, mais nous ne nous sentions pas directement menacés. Le Nord-Cameroun et notamment ses villages frontaliers de Kolofata et d'Amchidé ont servi longtemps de "bases arrières" à Boko haram pour se mettre à l'abri des poursuites de l'armée nigériane sans toutefois inquiéter les populations locales camerounaises. Des habitants d'Amchidé ont rapporté qu'à l'époque les membres du groupe terroriste disaient : *"Nous n'avons pas de problème avec vous. C'est le Nigéria qui a un problème avec nous."*

Cependant Boko haram en a profité pour infiltrer le milieu camerounais. Des réseaux d'approvisionnement et des caches d'armes se sont mis peu à peu en place sur le territoire camerounais. On nous rapporte que des femmes transportaient des munitions dans leurs calebasses et thermos en venant soit disant puiser de l'eau ou rendre visite à leur famille. Les moyens de transport en commun et les véhicules particuliers ainsi que les motos des trafiquants de carburant, étaient utilisés notamment sur l'axe Ndjaména-Mora-Amchidé pour le transport des armes légères et des munitions.

En 2013 les Boko Haram profitent de la période électorale au Cameroun pour se faire établir frauduleusement des cartes d'identité camerounaises. Aujourd'hui ils s'en servent pour déjouer les contrôles et se déplacer au Cameroun sans être inquiétés.

L'enlèvement, le 19 février 2013, des 7 membres de la famille française Moulin-Fournier (3 adultes et 4 jeunes enfants), a eu un grand retentissement dans le monde. Ce "coup médiatique" semble avoir dopé la capacité de nuisance du groupe Boko haram. C'était un premier avertissement mais beaucoup ont pensé alors que c'était avec la France que Boko haram voulait en découdre. Ce sentiment allait se renforcer, le 13 novembre 2013, avec l'enlèvement du P. Georges Vandenbeusch, à la paroisse de Nguétchéwé, dans le diocèse de Maroua-Mokolo, de nationalité française lui-aussi.

Fort de ses succès, Imam Abu Muhammad ibn Muhammad Aboubakar Ash Shekawi (connu dans les médias sous le nom de Abubakar Shekau), leader présumé et affiché du groupe Boko haram récidive avec l'enlèvement, le 05 avril 2014, de Sœur Gilberte Bussière, religieuse canadienne (de 75 ans !) et des PP. Giampaolo Marta et Gianantonio Allegri, fidei donum du diocèse de Vicenza en Italie, en service à la paroisse de Tchéré, dans le diocèse de Maroua-Mokolo. Les nationalités des otages démontrent que l'animosité de Boko haram n'est pas orientée contre la France seulement. Par ailleurs, les terroristes, en frappant à 70 kms à l'intérieur des terres camerounaises, prouvent leur très grande capacité de nuisance, leur connaissance du terrain camerounais et leur mise en place de réseaux de complicités locales.

Avant même l'enlèvement des missionnaires de Tchéré, des exactions sur la population civile étaient déjà remarquées sur la ville d'Amchidé et d'autres villages de la frontière.

Un mois plus tard, l'enlèvement de 10 ouvriers chinois, à Waza (diocèse de Yagoua), dans la nuit du 16 au 17 mai 2014, montre s'il en est besoin que la hargne de Boko haram n'en veut pas seulement au seul "Occident chrétien" mais bien à tous ceux qui travaillent pour le développement et se mettent en travers de sa route.

C'est aussi l'époque où Boko haram diffuse des vidéos sanglantes par le biais des téléphones portables et commet des atrocités ciblées pour intimider la population... Décapitations rituelles, coupage de langues, manducation de dattes trempées dans le sang humain des personnes égorgées, et consommation de sang humain dans des calebasses..., le tout accompagné de l'éternel refrain "Allahou Akhbar" comme si Dieu pouvait se reconnaître dans de telles horreurs.

Le 17 mai 2014, lors du mini-sommet de Paris, le président Paul BIYA déclare la guerre à Boko haram.

Les choses vont alors très vite monter en puissance et le harcèlement incessant va commencer contre les villages frontaliers.

De sérieux accrochages entre les combattants du groupe islamiste et les forces armées camerounaises commencent en différents lieux de la frontière dès la fin du mois de mai.

En juillet 2014 des attaques contre des commissariats ou poste de police, proches de la frontière sont signalés et la panique va peu à peu gagner les populations camerounaises.

Le 23 juillet 2014, dans le secteur de Fotokol, Boko haram fait sauter un pont stratégique sur le plan commercial entre le Nigéria et le Cameroun.

La nuit suivante un très grand groupe de Boko haram lourdement armé attaque le 34<sup>ème</sup> BIM à Bargaram entraînant de lourdes pertes tant du côté des assaillants que des forces armées camerounaises.

L'enlèvement de personnalités camerounaises et de membres de leurs familles à Kolofata, le 27 juillet 2014, lors d'une attaque meurtrière où de nombreux innocents trouvent la mort, finit de démontrer que la haine de Boko haram est orientée contre tous ceux qui se mettent en travers de leurs projets et que le Cameroun est bien au nombre de ses ennemis.

Après un silence inquiétant la communauté musulmane camerounaise, depuis décembre 2013, se positionne de plus en plus clairement contre Boko haram lui refusant toute autorisation de se prétendre musulman et tendant la main aux chrétiens en danger au nom de l'hospitalité accordée par certains chrétiens aux premiers musulmans quand ils étaient persécutés.

Cependant, si les relations entre communautés religieuses restent bonnes, la situation sécuritaire ne fait que s'aggraver, loin de l'intérêt du monde entier dont les yeux sont plutôt tournés vers le Moyen-Orient qui vit pourtant des choses fort semblables. *«Ce qui s'est passé à Paris, lors des attentats, nous le vivons tous les jours ici et personne n'en parle dans le monde»* déclarait récemment Mgr Bruno Ateba, évêque de Maroua-Mokolo.

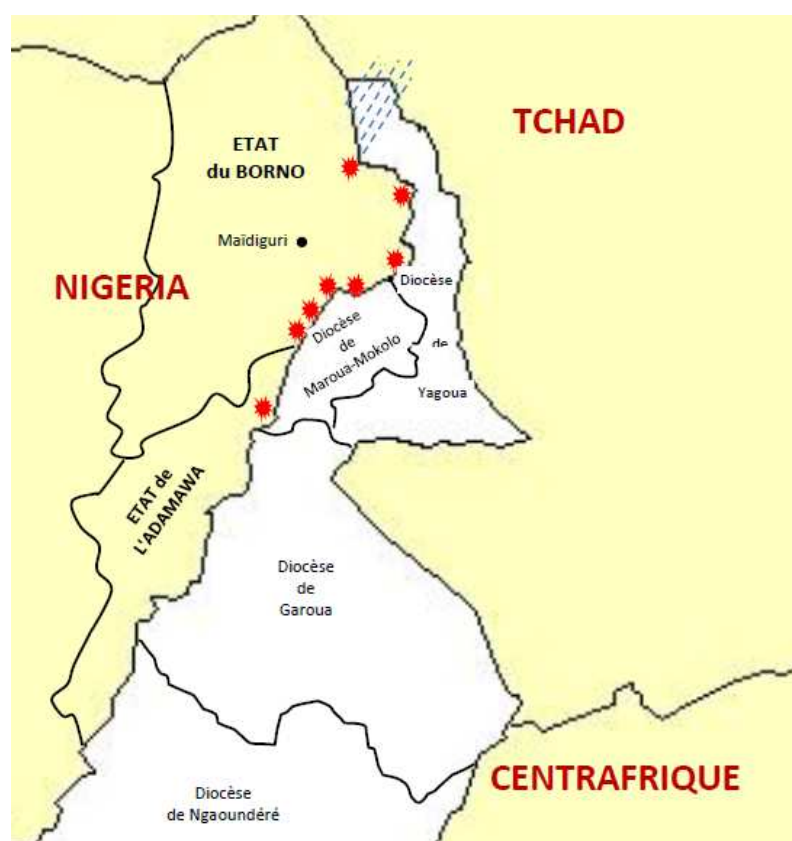
## I. DESCRIPTIF DE LA SITUATION ACTUELLE

### 1.1 Une montée progressive de la violence

Depuis fin juillet 2014, d'incessantes attaques souvent menées par de petits groupes lourdement armés circulant en moto (avec 3 ou 4 passagers par moto) viennent semer la panique dans les villages de la région jusqu'à une trentaine de kilomètres à l'intérieur des terres camerounaises. La fin de la saison des pluies, favorisant les déplacements par les pistes de brousse, n'a fait qu'augmenter le phénomène, rendant la tâche de l'armée encore plus ardue.

Certaines attaques spectaculaires (Bargaram, le 25 juillet ; Kolofata, le 27 juillet 2014 ; Amchidé, le 15 octobre, 2014 ; Waza, le 16 novembre 2014 ; Ashigashia, le 27 décembre 2014, Talkomari, le 28 janvier 2015 ; Fotokol, le 04 février 2015 et bien d'autres) au cours desquelles plusieurs centaines de combattants Boko haram sont entrés en jeu, ont démontré la capacité de frappe de Boko haram, le niveau élevé d'équipement lourd et l'évidente "professionnalisation" de certains combattants ainsi que le grand réseau d'informateurs installé sur le territoire camerounais. Cela pose la question de l'approvisionnement en armes aussi sophistiquées dont une partie a pu être récupérée lors de victoires sur l'armée nigériane, le reste provenant du trafic d'armes permanent dans la région sahélienne.

La carte ci-dessous présente un aperçu des zones sans cesse menacées. Les Boko haram sont "chez eux" tout le long de la frontière du Borno et d'une partie de la frontière de l'Adamawa. Dans une vidéo, du 24 août 2014, Abubakar Shekau, va jusqu'à déclarer Gwoza, ville du nord-est du Nigeria, siège du califat islamique. Ses troupes font d'innombrables incursions en terre camerounaise et se replient en territoire nigérian (souvent avant que l'armée camerounaise n'ait pu réagir). Là, sans être aucunement inquiétés par l'armée nigériane, ils se permettent de narguer les soldats camerounais qui n'ont pas le droit d'intervenir au-delà de la frontière.



Le nombre d'attaques et d'incursions Boko haram dans la région est incalculable<sup>2</sup> nous ne pouvons les évoquer toutes. Mais il est important de noter que, s'il y a parfois quelques jours de répit, la violence ne fait qu'augmenter, contribuant ainsi à la démoralisation des populations. A titre d'exemple, du 24 décembre 2014, jour de Noël, jusqu'au 08 janvier 2015, le Cameroun n'a pas eu un seul jour de répit sur toute la zone frontalière de l'Extrême-Nord.

L'axe Mora-Kousseri (200 kms) est devenu totalement impraticable suite à de nombreux actes de brigandages ayant provoqués le massacre de plusieurs dizaines de civils ou de militaires camerounais.

L'usage des mines depuis fin octobre a marqué une étape dans la stratégie de terreur mise en place par Boko haram, portant ainsi un grand coup au moral des troupes camerounaises.

L'utilisation de l'armée de l'air depuis le 28 décembre 2014, semble avoir redonné du courage aux soldats mais n'a pas empêché la multiplication des opérations de harcèlement menées par Boko haram.

La destruction de certains postes de police ou de gendarmerie dans différentes localités de la région affaiblit le pouvoir des forces de l'ordre et augmente la distance administration / population.

Les difficultés de ravitaillement de Boko haram, dues à un meilleur contrôle des axes commerciaux par les forces de l'ordre camerounaises, incitent les terroristes à multiplier les razzias donnant lieu à des scènes d'une violence inouïe qui participent à la montée de la psychose de la population locale.

Des milliers de bœufs sont volés et emmenés au Nigéria ou sont déplacés par leurs propriétaires à l'intérieur des terres ce qui donne lieu à de nombreuses frictions entre éleveurs et agriculteurs et permet une probable infiltration d'éléments Boko haram à l'intérieur du pays.

De très nombreux jeunes camerounais (de 5 à 15 ans) sont recrutés ou enlevés de force pour grossir les troupes de Boko haram et fournir de la "chair à canon". Les communautés musulmanes constituent le vivier principal de recrutement du groupe islamiste et ceux d'entre eux qui s'y opposent subissent la même violence que les autres groupes de population. Après leur avoir donné un semblant de formation, les avoir fanatisés et drogués (notamment avec le tramol qui est un dérivé du tramadol et que l'on trouve en vente libre sur tous les marchés de la région ou de la dissolution) les Boko haram envoient toujours ces enfants en première ligne, pendant que les combattants professionnels préparent et exécutent les opérations à plus haute technicité militaire. Le "travail" des plus jeunes consiste parfois seulement à crier "Allahou Akhbar"... pendant les attaques ou à incendier les maisons et les récoltes. Le démantèlement du centre de formation de Guirvidic, le 27 décembre 2014,<sup>3</sup> s'ajoute à de très nombreux témoignages qui montrent que plus de 2.000 jeunes camerounais ont été recrutés ces derniers mois.

---

2 Plus de 120 incursions meurtrières ces six derniers mois sur le seul territoire camerounais pour ce que nous avons pu recenser, sans compter les innombrables attaques sur le territoire nigérian.

3 Plus de 80 enfants de 7 à 15 ans (!), originaires du Nigéria et du Cameroun, encadrés par une quarantaine d'adultes en plein territoire camerounais...

Par ailleurs nous savons que parmi les combattants Boko haram se trouvent aussi des jeunes filles. On en a retrouvé dernièrement parmi les cadavres que les terroristes n'avaient pas eu le temps de remporter avec eux comme ils le font habituellement (non seulement pour les enterrer ou empêcher de les comptabiliser mais aussi pour récupérer les fortes sommes d'argent en leur possession).

Certaines attaques du groupe Boko haram sont visiblement des expéditions punitives destinées à se venger de traîtres ou de dénonciateurs que l'on n'hésite pas à venir chercher jusque dans des villages éloignés de la frontière pour les égorger sauvagement en signe d'avertissement.

De nombreuses rencontres ont eu lieu au niveau international pour évoquer le problème Boko haram au Nigéria qui menace l'équilibre, non seulement de la région, mais du continent tout entier. Beaucoup a été dit, beaucoup a été proposé, mais nous constatons que les décisions tardent à se mettre en place, alors que la violence et l'influence de Boko haram ne cessent de grandir. La décision de l'UA (Union Africaine) réunie à Addis Abeba (30 et 31 janvier 2015), de mettre sur pied une force de 7.500 hommes pour combattre Boko haram et l'entrée en guerre de l'armée tchadienne le 16 janvier 2015 donnent un peu d'espoir. Mais les moyens sont-ils réellement pris au niveau continental et mondial pour enrayer cette machine infernale qui détruit tout sur son passage ?

## ***1.2 Quelques cas pour illustrer les atrocités subies par les populations camerounaises***

Nous ne pouvons faire état de tout ce qui nous est rapporté. Nous présentons seulement quelques cas plus représentatifs de la violence et des atrocités dont sont victimes les communautés villageoises de notre région :

### **Bargaram** (25-28 juillet 2014)

Le pasteur luthérien Jean-Marcel Kesvere, 45 ans, père de huit enfants, kidnappé, est retrouvé mort 3 jours après, dans la brousse

### **Vréket et autres villages environnants** (13-14 septembre 2014)

Destruction de 10 églises et lieux de culte protestants évangéliques

### **Tourou et Ldubam** (21 septembre 2014)

42 morts civils et une chapelle protestante brûlée.

Le dimanche 21 septembre, des membres du comité de vigilance sont rassemblés autour de 12H30 avec le blama du village frontalier de Vizik au Cameroun. C'est alors qu'un groupe d'une vingtaine d'individus lourdement armés surgissent en moto de la route venant du Nigéria en direction du village de Tourou. Ils se positionnent tout le long de la route sur le bas-côté et tirent à bout portant sur tout ce qui bouge et poursuivent les villageois qui s'enfuient jusque dans les champs. Ils vont tuer un nombre considérable de personnes sur le marché de Tourou, (parmi eux, deux responsables catholiques qui revenaient de la célébration de la parole dans leur communauté). Ils continuent leur massacre sur le marché de Goma et celui de Ldaman. A Goma, dont les assaillants ont brûlé la chapelle protestante, des habitants furieux et courageux vont réussir à tuer à coup de lances et de machettes 4 Boko haram.



**Amchidé** (15 octobre 2014)

Corps retrouvés décapités en pleine ville  
Chapelles catholiques et protestantes brûlées

Lors d'une attaque surprise la ville d'Amchidé est assaillie par plusieurs centaines de combattants dont la plupart sont très jeunes. Ils sont venus à pieds ou à bord d'une vingtaine de pickups. Un char à chenille volée à l'armée nigériane couvre l'opération du côté Boko haram. Une voiture piégée est lancée à vive allure contre le camp BIR (Brigade d'Intervention Rapide). Elle explose juste avant d'arriver au camp. Les militaires ripostent et bloquent le char à chenilles. Les Boko haram pénètrent en ville et y commettent des atrocités contre la population. Ils s'en prennent aux débits de boisson, aux auberges, aux commerces, à l'agence de transfert d'argent Express-Union et aux édifices religieux catholiques et protestants. La population fuit laissant derrière elle tous ses biens. De nombreux morts à cause des balles perdues sont recensés. Un certain nombre de personnes jeunes et adultes sont égorgées voire même décapitées. Nous avons retrouvé le lendemain certains cadavres en pleine rue avec la tête posée sur le dos.

**Mbaljuel** (26 décembre 2014)

37 personnes (hommes, femmes, enfants) tuées et /ou brûlées

Mbaljuel est un village enclavé dans la brousse à 7 kms à l'ouest de Nguetchéwé. Le village est inaccessible en véhicule 4 roues, les pistes qui le traversent font de ce village, un village carrefour et un dernier verrou avant la ville de Mozogo. Peuplé d'environ 650 habitants, essentiellement agriculteurs non musulmans, ils sont perçus comme des traîtres qui renseignent les autorités sur les mouvements des éléments du groupe islamiste dans leurs zones.

Dans la nuit du 26 décembre 2014 aux alentours de 19h, plus d'une centaine de personnes armées, dont plusieurs enfants d'environ 12 ans, ont pris d'assaut le village. Scandant "Allahou Akbar", ils ont encerclé le village, puis se sont mis à piller les maisons en emportant les chèvres et moutons avant de mettre feu et tuant tous ceux qu'ils croisent. La plupart des personnes tuées sont ensuite jetées dans les flammes. Plusieurs familles ont été bloquées et consumées par les flammes. L'alerte donnée par les survivants n'a rien donné. Les assaillants ont opéré tranquillement jusqu'à 23h avant de repartir vers le Nigéria, accompagnés de quelques jeunes filles et femmes pour les aider à conduire les animaux. Craignant de se faire repérer par les forces de l'ordre, ils décident de renvoyer les femmes.

Faute d'effectifs suffisant de l'armée et de moyens de transport dans la zone, le village n'a pu être secouru ni pendant, ni après les attaques. Il a été abandonné de tous à son triste sort. Une semaine après, ni les militaires ni les autorités civiles ne s'étaient encore rendues sur place.

Le bilan de cette attaque est très lourd: 37 morts brûlés par le feu, les 137 maisons du village brûlées avec tous les biens familiaux (épargne, vêtement, pièces officiels, récoltes, etc.), tous les animaux emportés, population traumatisée et en fuite. Les récoltes qui viennent d'être achevées (mil, arachides, haricots, coton, etc.) sont entièrement brûlées.

Selon les quelques survivants, les auteurs de ce massacre connaissaient très bien le village. Ils appelaient certaines personnes par leurs noms.

(D'après le rapport de la Caritas diocésaine)

**Ldaoutsaf et Vréket** (30-31 décembre 2014)

90 personnes enlevées

Un groupe très nombreux de combattants de Boko Haram, dont beaucoup étaient des jeunes originaires de ces mêmes villages, ont pénétré et fait le tour de presque la totalité des foyers, et enlevé autour de 90 personnes (Chrétiens et membres de la religion traditionnelle) parmi lesquelles 35 femmes et de nombreux enfants garçons et filles. (Curieusement, ce fait, rapporté par des témoins visuels, n'a pas été publié par les autorités ni rapporté dans les médias.)

**Ashigassia** (12 janvier 2015)

42 victimes musulmanes en plus des 150 Boko haram tués

A l'occasion d'un assaut de l'armée camerounaise pour reprendre la garnison d'Ashigassia occupée par les Boko haram (village situé à cheval sur la frontière), les populations civiles restées sur place (essentiellement composée de vieux et de personnes n'ayant pas pu se déplacer) ont subi le même sort que les membres avérés du groupe islamiste.

**Mabass et Maxi** (18 janvier 2015)

4 tués, 34 enfants et femmes enlevés

Une cinquantaine d'éléments armés ont attaqué dans la matinée du 18 janvier 2015, les villages de Mabass (700 habitants) et de Maxi (600 habitants). Ces deux villages situés à la frontière avec le Nigéria se trouvent à 25 kms de Mokolo (chef-lieu du département du Mayo-Tsanaga).

En cette matinée du dimanche 18 janvier 2015, autour de 6h 30, alors que les populations du village venaient juste de sortir de leur sommeil, certaines réunies autour du feu pour chasser le froid matinal de ce mois de janvier, les assaillants répartis en deux groupes ont fait irruption dans ces deux villages. Tirant des coups de feu nourris et scandant "*Allahou akbar*", ils se sont mis à poursuivre les populations, incendiant toutes les maisons, aussi bien celles des musulmans, que celles des chrétiens et des populations pratiquant la religion traditionnelle. Ils semblaient décidés à brûler toutes les récoltes que ces populations paysannes venaient juste d'achever. Les plus vaillants ont pu s'échapper par la force de leurs jambes, d'autres ont eu moins de chance et ont été pris en otage.

Jusqu'à 9h30, ils sont restés dans ces deux villages. Les lieux de culte n'ont pas été épargnés. Les chapelles de l'Eglise Catholique et de l'Eglise Baptiste ont été prises pour cible. La chapelle Baptiste a été entièrement détruite, celle de l'Eglise Catholique a été profanée avec destruction de la croix du Christ, de l'autel, des documents religieux et des matériels de musique religieuse. Les assaillants sont repartis tranquillement au Nigéria avec leurs otages bien avant l'arrivée des soldats dans la localité.

Ce sont des villages traumatisés, meurtris et sans ressources, mais faisant leur deuil dans la dignité que nous avons retrouvés le matin du 19 janvier 2015.

(D'après le rapport de la Caritas diocésaine)

**Tayer** (21-22 janvier 2015)

2 musulmans et 4 protestants égorgés

Une dizaine de motos (ce qui représente une trentaine d'individus) font irruption dans le village et égorgent 6 personnes avant de s'enfuir en prenant l'argent et les motos des victimes.

**Fotokol** (03-04 février 2015)

Entre 70 et 100 civils tués, grande mosquée brûlée

Le 03 février l'armée tchadienne attaque la ville frontalière de Gamboru après avoir effectué la veille un important pilonnage d'artillerie depuis Fotokol (du côté camerounais de la frontière) et des bombardements aériens. Le bilan de l'opération s'élèverait à 200 morts dans les rangs de Boko haram. En représailles, le 04 février, les islamistes ont attaqué la ville de Fotokol avec l'aide de complices venus des villages nigériens environnants. Ils ont égorgé et massacré des dizaines de personnes dont un imam et ont incendié une vingtaine de maisons, 4 boutiques ainsi que l'hôtel de ville et la grande mosquée.

On l'a vu, les attaques de Boko haram sont souvent l'occasion de profanations des lieux de culte chrétiens mais il arrive aussi que des mosquées soient brûlées et des imams égorgés parce qu'ils ne veulent pas suivre les consignes de Boko haram.

### ***1.3 Une économie locale en chute libre***

La Région de l'Extrême-Nord Cameroun connue pour être la plus pauvre du pays, est très peu développée du fait de nombreuses contraintes dont les plus importantes sont les contraintes environnementales et climatiques, le faible niveau d'alphabétisation de la population, l'enclavement et d'autres pesanteurs sociales. La proportion de la population pauvre se situe à plus de 65%, (vivant en dessous du seuil de pauvreté qui s'élève à 269 443 CFA (410,76 euros)) par équivalent adulte et par an, soit 740 CFA/jour (1,12 euros). Les autres indicateurs sociaux comme la santé et l'éducation, sont les plus faibles du pays. Son économie est caractérisée par la prédominance du secteur primaire avec des activités rurales comme l'agriculture, l'élevage et la pêche. Les secteurs secondaire et tertiaire sont peu développés. Le secteur informel est très développé avec des trafics importants avec le Nord-Est du Nigéria.

Depuis 2012 et la montée de l'insécurité l'économie de la région de l'Extrême-Nord ne cesse de s'effondrer. Aujourd'hui, son économie peut être considérée comme quasi morte. Aucun secteur de l'économie ne fonctionne normalement.

Le climat d'insécurité lié aux nombreuses exactions du groupe Boko haram a conduit à la fermeture des frontières avec le Nigéria par les autorités, ce qui a littéralement asphyxié l'économie déjà très faible de la région. Les conséquences de cette fermeture sont visibles aux moins à deux niveaux. La hausse des prix des produits habituellement importés du Nigéria (sucre, riz, farine, carburant, etc.). Le carburant "zoua-zoua" (essence de contrebande), habituellement vendu à 350 CFA (0,5 euros) le litre, est monté jusqu'à 1000 francs CFA (1,52 euros) le 3 janvier dernier. A contrario, les produits locaux perdent leur valeur faute de marché suffisant. On observe une baisse des prix des principaux produits agricoles (mil, arachide, haricot, soja, etc...) et d'élevage (moutons, chèvres, bœufs).

Le secteur touristique, pourtant florissant, est tombé à zéro. Suite à l'enlèvement d'occidentaux par les éléments de Boko haram, la Région de l'Extrême-Nord a été déclarée "zone rouge" par les pays occidentaux. La destination Extrême-Nord n'est plus fréquentée, même par les nationaux de la partie sud du pays. Ce qui a des répercussions terribles dans le secteur artisanal, l'hôtellerie, etc...

Le secteur agricole, pratiqué par plus de 80% de la population, est mis à rude épreuve. Pendant la saison des pluies, plusieurs personnes ont été assassinées alors qu'elles étaient occupées à leurs travaux champêtres. Ce qui a contraint certains à abandonner leurs parcelles pour s'enfuir. Dès le début des récoltes, de nombreuses parcelles de champ ont été incendiées. Ce qui a rendu une récolte impossible dans les localités de Limani, Kerawa, Ashigassia et tant d'autres. De nombreux villages aux terres cultivables ont été désertés.

Au cours de leurs multiples incursions les membres du groupe islamiste s'en prennent, comme nous le disions plus haut, aux récoltes et aux réserves des familles pour les détruire. Ce phénomène d'insécurité totale a conduit certaines familles à se dessaisir de leurs produits en les bradant avant de fuir la région. Le sac de 100 kg de mil était vendu entre 3.000 et 4.000 CFA sur le marché de Kuyapé en début janvier 2015 alors qu'à pareille époque il est normalement à 12.000 CFA. Même la SODECOTON qui achète habituellement le coton aux producteurs n'a pas pu récupérer le coton dans certains villages. Bien que le coton ait déjà été pesé et évalué, les paysans n'ont pas été payés.

Tous ces facteurs compromettent sérieusement la sécurité alimentaire des populations de la région de l'Extrême-Nord ainsi que la prise en charge des besoins de première nécessité. Une famille sur deux risque fortement de connaître la famine cette année 2015.

Le rapt du bétail par des hommes armés dans les villages et sur les marchés a provoqué une émigration massive des cheptels bovins des arrondissements de Kolofata, Mayo-Moskota, Koza, Mora, Waza, etc. vers l'intérieur du pays. Ce qui accentue la pression sur les ressources en eau, pâturage, etc... Tous les ingrédients sont réunis pour un conflit violent entre agriculteurs et éleveurs. Ces tensions sont déjà perceptibles à Mémé, Salak, Koza, etc...

Ces derniers temps, les membres de Boko Haram, à la recherche de nourriture pour leurs troupes s'en prennent aux marchés pour tuer et récupérer des vivres (Kuyapé, Goudjimdelé, Tourou, Talkomari, Doublé...) Plusieurs marchés locaux hebdomadaires, qui sont pourtant les lieux par excellence de commercialisation des produits, à défaut d'être fermés, fonctionnent au ralenti. Malgré la présence des forces de l'ordre pour sécuriser les marchés dans la journée, les Boko haram interviennent souvent après leur départ en fin d'après-midi et repartent sans être inquiétés.

Par ailleurs, l'interdiction formulée par les autorités administratives, de tout déplacement avec des engins à deux roues dans les départements du Logone et Chari, du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga, même si elle a permis une réelle diminution de l'infiltration Boko haram, entrave sérieusement les déplacements des biens et des personnes et met au chômage de nombreux jeunes dont l'activité était le moto-taxi.

Malgré cette situation de pauvreté généralisée, la région est de plus en plus abandonnée par les organisations d'aide au développement qui n'osent plus s'aventurer dans la région. De plus, les

associations locales de développement, même les plus fiables, ne reçoivent plus d'aides de peur que celles-ci ne servent à financer Boko haram.

Ce contexte économique, dramatique pour la région de l'Extrême-Nord, se traduit aussi par une aggravation du chômage déjà massif chez les jeunes faiblement scolarisés. Le groupe islamiste Boko haram trouve dans cette situation un terreau propice à l'enrôlement des jeunes désœuvrés dans ses rangs. Ainsi, on observe depuis quelques années, le recrutement de plusieurs centaines de jeunes par Boko haram qui leur propose un salaire mirobolant allant jusqu'à 500 000 CFA par mois (760 euros). On entend couramment les jeunes dire : *"les enfants des pauvres n'ont plus besoin de présenter les concours au Cameroun. Le gouvernement camerounais nous refuse l'entrée dans la fonction publique pour gagner 100 000 CFA par mois (150 euros), alors que Boko haram, sans concours, nous propose 300 000 à 400 000 CFA (450 à 600 euros) par mois."*

#### **1.4 Des dizaines de milliers de nigériens réfugiés**

Leur nombre ne cesse d'augmenter chaque jour.

De 19.000 réfugiés avant Noël 2014, le camp de Minawao est passé à 31.355 (7.800 familles) à la date du 26 janvier 2015. (Bien évidemment cela ne prend pas en compte ceux qui sont encore dans la nature ni les nigériens qui sont partis vers le Niger, le Tchad ou le sud du Nigéria. RFI parle de 100.000 réfugiés au Niger au 23 janvier 2015).

La plupart ont été amenés par des camions du HCR qui sont venus chercher les réfugiés dans certains villages camerounais frontaliers. Beaucoup sont arrivés à pied (la frontière la plus proche est à 75 kms du camp).

N.B. Le village voisin de Gadala qui accueille le camp de Minawao, a vu sa population multipliée par 6,5 (de 5.600 habitants à 36.600) en un an et demi !

La présence d'un tel camp pose beaucoup de questions : Les problèmes de l'eau qui manque malgré les 21 forages qui ont été réalisés et les 06 qui sont en cours, de l'abattage sauvage du bois de cuisine, du manque de latrines avec les risques sanitaires que cela comporte pour la région, inquiètent la population .

N'y-a-t-il pas risque d'infiltration d'éléments dormants de Boko haram ou d'envoi de certains sympathisants Boko haram au Cameroun pour faire du commerce et alimenter financièrement les combattants.

Le camp de Minawao a été créé le 02 juillet 2013. Il est actuellement sous la coordination de l'UNHCR (Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés). De nombreux organismes y interviennent :

##### Organismes gouvernementaux internationaux :

PAM : Programme Alimentaire Mondial

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

ONUFEMMES : Organisation des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

UNFPA : Fonds des Nations Unies pour la Population

Organismes privés ou locaux :

CICR : Comité International de la Croix Rouge

IMC : International Medical Corps

IEDA : International Emergency and development Aid

PUBLIC CONCERN AT WORK : Prestataire dans le domaine de l'éducation et des Infrastructures (abris...)

IRD : Institut de Recherche pour le Développement

ALVF : Association de Lutte contre les Violences faites aux Femmes

Les réfugiés se répartissent comme suit à la date du 26 janvier 2015 :

Tranches d'âge	0 - 4 ans	5 - 11 ans	12 - 17 ans	18 - 59 ans	60 ans et plus	Total
Hommes	3 055	4 139	2 235	4 818	612	14 859
Femmes	3 040	3 987	2 445	6 305	586	16 363
<b>Total :</b>	<b>6 095</b>	<b>8 126</b>	<b>4 680</b>	<b>11 123</b>	<b>1 198</b>	<b>31 222</b>

Soit : 52,38% de femmes et 47,62% d'hommes  
60,5 % de jeunes de moins de 18 ans  
3,8 % de personnes de plus de 60 ans

Dans le domaine religieux on trouve :

Protestants 52,58% ; Musulmans 30,33% ; Catholiques 16,75% ; Sans religion 0.23%

La paroisse catholique de Zamay intervient dans l'organisation de la vie communautaire des 5.200 chrétiens catholiques en s'appuyant sur la présence au milieu des réfugiés de nombreux catéchistes qui ont fui la guerre avec leurs communautés. Elle se trouve confrontés à toutes sortes de situations liés aux mauvaises conditions sanitaires (des cas de choléra ont été repérés), au manque de nutrition et à l'absence de clergé parlant la langue des réfugiés...

Cependant, vu le nombre d'organismes qui sont mobilisés sur le camp, un problème plus urgent encore retient notre attention. Celui des déplacés.

### ***1.5 Des milliers de camerounais déplacés ou "réfugiés dans leur propre pays"***

Le recensement est en cours et le nombre ne fait qu'augmenter chaque jour.

Parmi eux, il ne faut pas oublier les nombreux camerounais établis depuis de longues années au Nigéria et qui se retrouvent actuellement au Cameroun sans repères et sans possibilité d'accueil au camp des réfugiés nigériens.

A la date du 27 janvier 2015, dans le seul diocèse de Maroua-Mokolo, nous dénombrons 33.610 camerounais "déplacés" et 22.055 réfugiés dans la nature. Le diocèse de Yagoua donne le chiffre de 7.667 déplacés à la date du 05 février 2015. Aucun organisme ne s'occupe d'eux en dehors des Caritas diocésaines. Beaucoup sont accueillis par des amis ou par des membres de leurs familles qui donnent à cette occasion un témoignage remarquable de charité et de partage avec le prochain malgré leur grande indigence.

Certains, trop nombreux, vivent encore "sous l'arbre". D'autres ont commencé à construire des maisons en matériau provisoire...

Notre inquiétude, à court terme, se situe au niveau de la nutrition parce que la récolte de cette année n'était pas très bonne et certaines familles se retrouvent littéralement "envahies" par des déplacés qui ne savent à quel saint se vouer.

A moyen terme, aux problèmes de nourriture qui vont continuer à se poser, vont s'ajouter d'autres difficultés :

- Les soins de santé pour éviter les épidémies
- L'accès à l'eau potable qui est déjà bien limité pour la population et sera totalement insuffisant pour couvrir les besoins de la population habituelle à laquelle s'ajoute les déplacés.
- Les problèmes d'acquisition de terres cultivables pour assurer l'avenir
- L'accès à l'eau et à la nourriture pour les troupeaux.

Par ailleurs, de nombreux déplacés sont partis de chez eux sans leurs pièces officielles (détruites ou abandonnées dans la précipitation de la fuite) et se trouvent confrontés à un réel problème d'identification et de circulation.

## **1.6 Situation des structures d'Eglise**

### **1.6.1 Le personnel apostolique**

De nombreux ouvriers apostoliques sont partis la plupart par obéissance à leur congrégation ou sur pression de leurs ambassades. A titre d'exemple, pour le seul diocèse de Maroua-Mokolo :

Sur un personnel de : 56 prêtres, 18 diacres, 13 religieux non-prêtres, 104 religieuses.

Ont quitté le diocèse : 12 prêtres, 0 diacres, 2 religieux non-prêtres, 47 religieuses.

Pour les communautés chrétiennes, au-delà des questions pratiques que cela pose, c'est une véritable interrogation...

Certains missionnaires expatriés restent contre vents et marées (Prêtres : 12 africains, 5 européens, 1 sud-américain ; Religieux-non prêtres : 2 africains, 1 nord-américain ; Religieuses : 15 africaines, 3 européennes)

Le clergé local (prêtres et diacres permanent) fait preuve d'un grand courage malgré la peur et les nuits sans sommeil, pour assurer une présence là où s'est encore possible auprès des populations avec l'aide de nombreux catéchistes.

Parmi les membres de la seule communauté catholique de nombreuses victimes sont à déplorer. (Pour les autres communautés chrétiennes ou musulmanes, il nous est impossible d'établir de liste)

Pour le seul diocèse de Maroua-Mokolo :

### **2 responsables tués**

Luc BERKE, administrateur de district, tué par balles à Tourou, le 21/09/2014

Simon RANAVA, responsable de secteur, tué par balles et brûlé à Baljouel, le 26/12/2014

### 3 catéchistes tués

Lukas VIZGA, tué par balles à Tourou le 21/09/2014

Emmanuel ....., tué par balles à Amchidé en 2014

Korassi MANAODA (59 ans), tué par balle et brûlé à Baljouel, le 26/12/2014

### 33 Chrétiens tués

Etienne BAÏDI, tué par balles en 2012

Christopher....., brûlé vif en 2012

WELYANG, (22 ans), tué par balles à Kolofata, le 27/07/2014

Issa PLATA, tué par balles à Kolofata, le 27/07/2014

Paul ....., égorgé à Ashigassia, en août 2014

Philippe MELDEKE, tué par balles à Goma, le 21/09/2014

Justin GARBA, tué par balles à Goma, le 21/09/2014

André KOFE, tué par balles à Goma, le 21/09/2014

Pierre HAMIDOU, tué par balles à Ldaman, le 21/09/2014

François GUISSATAN, tué par balles à Ldaman, le 21/09/2014

Ezéchiél MANGOCHÉ, tué par balles à Ldaman, le 21/09/2014

Albert DADANGWAÏ, égorgé à Ashigassia, fin septembre 2014

Peter ONOLYO OKO, tué par balles à Amchidé le 15/10/2014

Edouard KERBINA, tué par balles à Amchidé le 15/10/2014

Jacques HAMAN, tué par balles à Amchidé le 15/10/2014

Thomas PAHDI (28 ans), tué par balles et brûlé à Baljouel, le 26/12/2014

Gaïdi HAMADINA (21 ans), tué par balles et brûlé à Baljouel, le 26/12/2014

Matakou LABARA (26 ans), tué par balles et brûlé à Baljouel, le 26/12/2014

Nadama PERE (19 ans), tué par balles et brûlé à Baljouel, le 26/12/2014

Fadi MAHAMA (28 ans, enceinte), tuée par balle et brûlée à Baljouel, le 26/12/2014

Soumba MEDJE (3 ans), tuée par balle et brûlée à Baljouel, le 26/12/2014

Danadam GAMAY (5 ans), tuée par balle et brûlée à Baljouel, le 26/12/2014

Pereved Hanoua (3 ans), tué par balles et brûlé à Baljouel, le 26/12/2014

Mounagui MOUSSA (4 ans), tuée par balle et brûlée à Baljouel, le 26/12/2014

André HAWADAK (23 ans), tué par balles et brûlé à Baljouel, le 26/12/2014

André WOUCHER (29 ans), tué par balles et brûlé à Baljouel, le 26/12/2014

Ousman GUIDAÏDI (13 ans), tué par balles et brûlé à Baljouel, le 26/12/2014

Silas HACHEKED (54 ans), tué par balles et brûlé à Baljouel, le 26/12/2014

Madeleine LAMISSA (24 ans), tué par balles à Goldavi, le 30/12/2014

Zacharie MAHAMA (28 ans), tué par balles à Kassa, le 09/01/2015

Tizé GUIDAL (19 ans), tué par balles à Mabass, le 19/01/2015

Peter MANDELA (18 ans), tué par balles à Mabass, le 19/01/2015

Pour le diocèse de Yagoua, la Caritas diocésaine parle, pour la seule attaque des villages de Bargaram, Kamoura et Ilé Alifa, les 26 et 27 juillet 2014, de 46 personnes tuées par balles et 82 égorgées.



**Personnes enlevées** (Diocèse de Maroua-Mokolo) :

N.B. : Seule la liste de Mabass nous est parvenue. Il est très difficile d'établir des listes puisque beaucoup de gens ont fui sans pouvoir donner de nouvelles

Famille DOUDA :

KOUVOU DIFA (26 ans) avec son enfant né le jour-même  
 Massou DOUDA (9 ans)  
 Dali DOUDA (7 ans)  
 Obadi DOUDA (4 ans)  
 Mandela DOUDA (4 ans)  
 Chantal DOUDA (3 ans)  
 Dieudonné DOUDA (1 mois)

Famille SOUHOU :

Mbeldi MOULAÏ (25 ans)  
 Kohene HENENE (28 ans)  
 Cécile SOUHAO (6 ans)  
 Kodji SOUHOU (4 ans)  
 Tarou SOUHOU (2 ans)

Famille Samuel :

Martha Samuel (39 ans)  
 Hawa Samuel (17 ans)  
 Flomina Samuel (enfant)

Famille Mbelde :

Kotarou MBELDE (Enfant)  
 Jonathan MBELDE (Enfant)  
 Percil MBELDE (Enfant)  
 Kota MBELDE (Enfant)  
 Saratou MBELDE (Enfant)  
 Fkalou MBELDE (Enfant)  
 Tada MBELDE (Enfant)  
 Tchakala MBELDE (Femme)  
 Mbelde MBELDE (Enfant)

Famille du catéchiste AYOUBA :

Marcelline AYOUBA (6 ans)  
 Goma Kosmas AYOUBA (4 ans)  
 Obeda JESUA (Enfant)

Saratou Matthieu (4 ans)

Nous n'oublions pas les nombreux camerounais morts au Nigéria dont nous ne pouvons établir la liste.

### **1.6.2 Les paroisses ou districts paroissiaux**

Dans certaines paroisses la population s'est entièrement ou partiellement déplacée obligeant à fermer momentanément les structures qu'elles faisaient vivre et en réduisant au minimum les activités pastorales. C'est le cas de Zheleved dont l'école et le centre de santé ne fonctionnent plus, Goudjimdelé et Nguétchéwé où l'école attend des jours meilleurs pour rouvrir ses portes à des enfants qui, pour le moment sont dans la nature et dont le centre de santé fonctionne au ralenti.

Le cas très particulier du district paroissial d'Amchidé est à noter : après plusieurs attaques de Boko Haram, la totalité de la population a été obligée de se déplacer. L'activité pastorale du district a donc été provisoirement suspendue. Récemment, à l'occasion d'une accalmie, des chrétiens sont allés pour essayer de récupérer ce qui pouvait l'être dans les décombres de la chapelle brûlée. Ils ont témoigné avoir trouvé de nombreux crânes dans les rues de la ville déserte...

De nombreux secteurs (sous entités de la paroisse) dans de nombreuses paroisses proches de la frontière sont en "stand by" total actuellement...

Plus de 110 établissements scolaires primaires et secondaires publics sont fermés dans la région, ainsi que 12 centres de santé publics et 1 protestant. Le centre de santé public de Tourou et l'hôpital public de Kolofata tournent, quant à eux, au ralenti.

Cependant nous notons avec admiration que, malgré la peur et le danger, de nombreuses communautés chrétiennes continuent à se rassembler pour la prière, comme autant de petites lucioles de foi allumées dans la nuit.

### ***1.7 Manque de présence des forces armées dans certains villages isolés***

Les forces de l'ordre, notamment l'armée, font leur travail de mieux en mieux, même si ici où là nous pouvons constater certains abus (rançonnage de la population, opérations de fouilles très souvent inexistantes, corruption, service en état d'ivresse...) Un cas nous préoccupe beaucoup concernant l'établissement des cartes d'identité. De nombreux policiers véreux dans les commissariats de la région, profitent de la situation en se permettant de demander 15 à 20.000 Frs pour établir des cartes d'identité qui s'avèrent fausses, alors que le montant officiel est de 2.800 Frs. Ce phénomène ne fait qu'amplifier le risque d'infiltration des personnes indésirables sur le territoire national et ne fait qu'exacerber les frustrations de la population vis-à-vis des gendarmes et des policiers.

Ici où là on entend des militaires se plaindre du grand retard dans la distribution de leurs primes de mission voire même d'absence complète de primes et de l'absence de moyens de déplacement (même les motos). Des démissions ont été constatées ici ou là. Beaucoup de jeunes soldats sont traumatisés par le fait que la plupart du temps sur le terrain ils se trouvent obligés de tirer sur des "gamins" envoyés contre eux avec leurs kalachnikovs.

Malgré un déploiement important les forces de sécurité sont encore absentes dans de nombreux villages isolés qui deviennent ainsi des cibles faciles pour des incursions rapides de petits groupes Boko haram.

Certains villages isolés sont actuellement complètement occupés ou infestés par les Boko haram.

Arrondissement de Kolofata : Bornori, Sandawadjiri, Bamé, Samtori, Blablim, Gancé, Kolofata et Kerawa.

Arrondissement de Mayo-Moskota : Zénémé 1, Mouldougoua, Vreket, Hourbetch, Ldaoutsaf, Cherif Moussari, Ashighassia, Zamga, Djibrilli et Kamdjidji-Moskota.

Arrondissement de Mora : Bonderi, Ganay, Mbreche, Kangarwa, Doublé et Tayer.

Dans un certain nombre de ces villages les combattants Boko haram se promenaient en plein jour avec leurs armes et impunément avec la complicité connues de certains lawan locaux (chefs traditionnels de deuxième niveau). Depuis certaines interventions musclées de l'armée camerounaise (mise en examen de quelques lawan, fin décembre 2014, pour complicité avec l'ennemi, "nettoyage" du village récalcitrant de Bornori par l'armée camerounaise), ils se cachent davantage mais restent très présents.

Très infiltrés dans la région et la population locale, ils renseignent leurs complices nigériens sur les mouvements des troupes permettant ainsi à de petites bandes armées de venir opérer leurs méfaits et se replier avant que les forces de défense camerounaises n'aient pu intervenir.

La présence de quelques militaires dans certains villages isolés (à l'exception de ceux qui sont très proches de la frontière) rassurerait la population et lui permettrait de se stabiliser. Les enseignants, les personnels soignants, les animateurs agricoles, les religieux pourraient revenir s'installer de façon stable et continuer le travail de promotion humaine qu'ils font admirablement depuis de longues années au service de l'ensemble de la population sans distinction de races ni de religion...

La mise en place, depuis quelques mois, de comités de vigilance dans certains villages, composés de jeunes du milieu a permis de sécuriser davantage les villages concernés. Cependant ces comités auraient besoin d'être mieux encadrés, formés et équipés pour être plus efficaces. Certains abus ont été constatés ici ou là (rançonnage, duplicité de certains membres de religion musulmane...).

## **2. AU CŒUR DE LA SOUFFRANCE LES RELATIONS INTERRELIGIEUSES RESTENT SEREINES**

### **2.1 Les communautés en présence dans la région de l'Extrême-Nord**

Une estimation faite à partir des données fournies par les différentes communautés religieuses donne la répartition suivante :

#### *1.1.1. Les Chrétiens et assimilés : (18 % de la population)*

Catholiques, protestants, orthodoxes, adventistes. (Baptisés catéchumènes et sympathisants)

#### *1.1.2. Les musulmans : (35 % de la population)*

Très présents dans la plaine et les grands centres urbains, ils sont quasi inexistant dans les massifs montagneux pourtant très peuplés.

#### *1.1.3. Les pratiquants de la religion traditionnelle (47 % de la population)*

Nous plaçons ici les pratiquants de la religion traditionnelle et tous ceux qui ne se rattachent à aucune des religions révélés citées ci-dessus.

### **2.2 L'islam dans notre région**

Dans les 30 dernières années un changement profond s'est produit dans l'islam de notre région et celui du nord du Nigeria. Même si l'islam traditionnel et confrérique reste important dans notre région, la montée en force de courants de réforme islamiste qui ont pris la direction et la représentativité de la communauté musulmane au Nord-Cameroun est évidente. Ce changement est surtout le fruit de l'influence des courants réformistes Salafiste (ou wahhabite pour d'autres) et de la Da'wa Saoudienne et Pakistanaise (appel à l'islam), fortement appuyée et financée par l'Arabie Saoudite et plus récemment par le Qatar et dont le but est de rénover, purifier et contrôler l'islam de notre région. Leur travail a bel et bien porté des fruits : Pratique religieuse grandissante et meilleure connaissance de la religion ; réorganisation de l'enseignement islamique à travers l'arabisation dans les madrasa (écoles coraniques modernes) et les instituts islamiques ; construction de centaines de mosquées avec sonorisation ; l'envoi d'étudiants toujours plus nombreux en Arabie Saoudite, Niger, Soudan... ; contrôle des moyens de communication (émissions de Radio et TV)...

Ce vent de réforme islamique qui est en train de changer le visage de l'islam de notre région, ne veut pas encore dire islamisme radical, mais où est la frontière ? Ce réformisme devient islamisme radical dès qu'il adopte un projet politique précis de société islamique. N'oublions pas que l'islam Saoudien Salafiste (ou wahhabite) véhicule une vision de la religion dogmatique, littéraliste, formaliste, puritaine et rétrograde. N'oublions pas que c'est bien cet islam saoudien qui a donné naissance et nourri ces montres terroristes de Al-Qâida, Al-Nosra, Aqmi, Etat islamique, Boko haram..., cette gangrène s'est répandue dans tout le monde musulman à partir des lieux saints de l'islam, de son cœur !

Dans notre région la communauté musulmane n'a pas franchi la limite d'avoir un projet politique pour imposer une société islamique dans notre région. Ils se sont démarqués publiquement du groupe djihadiste de Boko haram, ce qui fait que dans les deux dernières années eux aussi ont subi de nombreuses violences de la part de Boko haram. C'est avec eux que nous portons cette souffrance.

C'est pourquoi aussi nos rencontres entre chrétiens et musulmans dans notre région, n'ont fait qu'augmenter. Rencontres faites dans la sérénité et dans la franchise. Nous en donnons un aperçu ci-dessous :

## **2.3 Les initiatives récentes de dialogue et de fraternité**

### **1.1.4. Colloque interreligieux**

Du 23 au 24 avril 2014, il a rassemblé 150 leaders religieux de toutes les confessions religieuses sur le thème : *"Chrétiens et Musulmans ensemble pour la Paix. Fruits, défis et perspectives du dialogue interreligieux dans l'Extrême-Nord."*

### **1.1.5. Forum des jeunes**

Il a rassemblé 450 Jeunes (1/3 de musulmans et 2/3 de chrétiens de diverses confessions), le 07 août 2014, sur le thème *"Jeunes Musulmans et Chrétiens : Ensemble pour la paix et le développement."*

### **1.1.6. Prière interreligieuse de Maroua**

Elle a rassemblée environ 80 personnes, le 03 janvier 2015, autour des autorités religieuses catholiques, musulmanes, protestantes et orthodoxes de la région et en présence du représentant du gouverneur de l'Extrême-Nord.

### **1.1.7. Week-ends de formation dans le Mayo-Sava**

Au cours de l'année 2014-2015 la zone Mayo Sava a mis sur pied une série de 5 week-ends interreligieux animés, à Tokombéré, par des équipes composées de catholiques, protestants et musulmans sur des thèmes d'intérêt général. Les quatre premiers week-ends ont rassemblé chacun une quarantaine de participants des différentes confessions.

### **1.1.8. Mise en place de l'ACADIR Extrême-Nord**

L'Acadir (Association Camerounaise du Dialogue InterReligieux) qui existe au niveau national depuis 2006 vient de mettre sur pied une antenne locale.

### **1.1.9. Mise en place d'une maison de la rencontre**

Ce vieux projet d'un lieu permanent d'échange et de dialogue interreligieux à Maroua vient de commencer à se concrétiser. Une maison est louée dans un quartier de la ville pour abriter un centre de documentation islamo chrétien comprenant les principaux ouvrages classiques de l'Islam et du Christianisme. Il sera le siège de l'antenne régionale de l'Acadir et le lieu de toutes nos rencontres interreligieuses sans oublier les activités des jeunes.

Les tensions qu'on retrouve entre chrétiens et musulmans dans certains pays voisins, n'existent pas chez nous, même si certains, d'un côté ou de l'autre, voudraient attiser les passions et réduire le problème à une affaire de religion. L'Eglise catholique locale sait que son travail ne se résume pas à assurer l'administration spirituelle d'une partie de la population, mais qu'elle a pour vocation d'annoncer et de témoigner de la fraternité universelle. Elle souhaite pouvoir continuer à le faire dans les meilleures conditions possibles.

### **3. NOS INTERPELLATIONS**

- 3.1** Nous voudrions que l'opinion publique nationale et internationale prenne conscience du fait que ce qui se passe ici est à l'image de ce qui se passe dans d'autres régions du monde dont on parle beaucoup plus et que le problème ne pourra certainement pas se résoudre uniquement au niveau local seulement. *"A menace globale, riposte globale"* disait récemment le président Paul Biya.
- 3.2** Nous demandons que la sécurité soit mieux assurée en multipliant les postes militaires au plus près des populations.
- 3.3** Nous demandons que le gouvernement donne les moyens aux communautés de l'intérieur des terres de mieux se développer et de pouvoir ainsi, entre autre, mieux intégrer les déplacés frontaliers.
- 3.4** Apporter un meilleur soutien financier aux structures scolaires et sanitaires privées confessionnelles qui font la preuve dans de telles circonstances de l'importance de leur présence et de leur action.
- 3.5** Mieux prendre en compte le Nord et l'Extrême-Nord dans les projets de développement économiques et sociaux en soutenant les initiatives de développement locales et la lutte contre le chômage des jeunes.
- 3.6** Dénoncer le mépris de certaines élites et médias du Sud Cameroun pour le développement du Nord et la récupération de la situation pour opposer les populations du Nord et du Sud.
- 3.7** Faire tout pour ne pas glisser, à l'intérieur des frontières camerounaises, vers une opposition Nord-Sud ou une opposition entre chrétiens et musulmans. Ce qui nous conduirait vers une situation de rivalité avec les caractéristiques et les conséquences que vit aujourd'hui la République Centrafricaine.
- 3.8** Mettre en place une éducation de la population et des responsables religieux de toutes confessions sur une meilleure connaissance de l'islam et de son impact dans le monde d'aujourd'hui au niveau local et international ainsi qu'à une connaissance mutuelle et respectueuse de nos sources et diversités religieuses.
- 3.9** Trouver le moyen d'interpeller le gouvernement nigérian et les autorités religieuses du Nigéria pour sortir ensemble de cette crise qui nous concerne tous.

- 3.10** Prendre conscience que l'ensemble de notre pays est habité du Nord au Sud par des gens d'origines ethniques multiples et de confessions religieuses diverses qui doivent être encouragés à développer l'intégration nationale.
- 3.11** Lancer un appel aux croyants du monde entier pour un soutien spirituel des croyants de toutes confessions religieuses de notre région engagés dans la lutte contre la barbarie et pour la promotion humaine de tous sous le regard de Dieu.
- 3.12** Lancer un appel à la solidarité nationale et internationale pour aider les Caritas diocésaines de Maroua-Mokolo et de Yagoua à faire face aux besoins les plus urgents.